



FRANCE

Bac : appel à la grève de plusieurs syndicats d'enseignants

Une intersyndicale a appelé vendredi soir à la grève des surveillances pendant les épreuves de spécialité du bac, qui démarrent lundi. Des surveillants supplémentaires ont été mobilisés, assure le ministère de l'Éducation nationale.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

La date du jeudi 23 mars comme nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites devait épargner les épreuves de spécialité du bac, prévues à partir de ce lundi et jusque mercredi. Mais la décision a « fâché » ceux qui voulaient se mobiliser plus tôt, explique un syndicaliste.

Une intersyndicale comprenant la FSU, la CGT, FO et SUD Education a donc, vendredi soir, appelé à « poursuivre la mobilisation pendant les épreuves de spécialité, y compris par la grève des surveillances là où cela est possible ». L'Unsa et le Sgen-CFDT n'ont pas signé l'appel.

« Une vraie inquiétude »

Les syndicats signataires, hostiles de longue date au déroulement de ces épreuves en mars, en profitent pour réaffirmer leur opposition au calendrier actuel qu'ils voient comme arrivant « bien trop tôt » dans l'année scolaire.

Pour faire face à la grève, « des surveillants supplémentaires sont mobilisés », rappelle le ministère de l'Éducation nationale. Mais « ce n'est pas toujours possible, confie Agnès Andersen, secrétaire

générale adjointe du syndicat de chefs d'établissement ID-FO. Parfois, vous êtes au bout de ce que vous pouvez faire avec les personnels dont vous disposez pour un fonctionnement normal. Si les rectorats n'ont pas anticipé, certains établissements risquent de se retrouver en difficulté, il y a une vraie inquiétude. »

Dans certains lycées, vendredi soir, on comptait les chaises, pour installer les élèves dans le réfectoire plutôt que dans des salles de classe et mobiliser ainsi moins de surveillants. « Des assemblées générales sont prévues lundi matin, on ne sait pas comment les salles de profs vont réagir », indique Bruno Bobkiewicz, à la tête du SNPDEN-Unsa, principal syndicat de chefs d'établissement.

Le précédent de 2019

« Tout le monde est très agacé par la réforme des retraites et l'attitude du gouvernement – y compris nous – mais on va faire en sorte que les choses se passent bien », reprend-il. Les perturbations des épreuves du bac de 2019, parfois à coups de fumigènes dans les classes et de rétention de copies, ont laissé de mauvais souvenirs.

« On soutient le mouvement

contre la réforme des retraites car nos conditions de travail sont extrêmement dégradées et qu'il est hors de question de travailler deux ans de plus, insiste Agnès Andersen, mais nous sommes fondamentalement opposés à toute forme de violence et au blocus des établissements. »

La principale fédération de parents, la FCPE, a appelé le ministère à « préserver le droit de grève des enseignants tout en garantissant la bonne tenue des épreuves ». « On n'appellera jamais à bloquer les salles », insiste Mathieu Logothetis, du SNES-FSU de l'académie de Créteil. Plusieurs syndicalistes s'attendent à des grèves perlées, avec des manifestations visibles mais sans perturbation réelle des épreuves. Mais l'incertitude demeure sur des blocages qui viendraient d'autres lycéens que ceux qui passent le bac, s'inquiètent certains proviseurs, qui prévoient une situation très variable d'un lycée à l'autre. ■

